

3 février 2006

Après la victoire du Hamas

La victoire électorale du Hamas en Palestine et le bras de fer entre les grandes puissances nucléaires et l'Iran à direction intégriste amènent de l'eau au moulin à l'idéologie impérialiste de sa prétendue lutte pour la démocratie et même pour la civilisation. En Occident, les grands médias se mettent de la partie en caricaturant la religion musulmane alors que l'on connaît très bien l'état de discrimination, d'humiliation et de répression dont y sont victimes les communautés arabo-musulmanes. Puis, hypocritement, on se drape de l'étendard de la liberté de presse. On ne savait pas que la monopolisation sans cesse croissante des grands médias générerait la liberté de presse. Toujours ce bon vieux truc des dominants de coincer les opprimés au nom des grands principes que le capitalisme néolibéral réduit à des... caricatures.

Il serait peut-être opportun pour ces médias d'arrêter la caricature et plutôt d'aller de l'autre côté de la barrière pour comprendre ce qui s'y passe comme, par exemple, le fait Odile Tremblay à propos de l'Iran. Cela est aussi vrai pour le Hamas.

Marc Bonhomme

PALESTINE

Après la victoire du Hamas

Le vote massif des Palestiniens, le 25 janvier, a donné la majorité au Hamas. Les médias internationaux ont reconnu l'absence d'irrégularités, oubliant au passage une ingérence majeure : les menaces des puissances américaine et européennes de couper l'aide économique à un peuple en grande détresse...

À la surprise de tous, y compris de sa direction, le Hamas vient donc d'entrer au Conseil législatif palestinien avec une majorité écrasante. S'il était évident que le parti islamiste allait faire un bon score, capitalisant la déception populaire engendrée par la gestion catastrophique du Fatah, qui avait monopolisé le pouvoir depuis la mise en place de l'Autorité palestinienne en 1994, personne ne s'attendait à un tel raz-de-marée.

Sur 132 députés, le Hamas en compte 76, le Fatah 43, et les listes de gauche 13. Dans le collège proportionnel (le Conseil étant composé, pour moitié, de députés élus à la proportionnelle sur des listes nationales et, pour l'autre moitié, des représentants de districts élus à la majorité des voix), les chiffres sont sensiblement différents : sur 66 députés, le Hamas en a 30 (45 %), le Fatah 27

(41 %) et la gauche 9 (14 %), ce qui représente plus fidèlement le rapport des forces.

À l'annonce des résultats, une campagne de mystification internationale s'est enclenchée. « Le processus de paix est enterré » entend-on de toutes parts. Comme si, à la veille des élections, il y avait eu un processus de paix ou, du moins, des négociations ! Ariel Sharon a fait, depuis longtemps, le choix de l'unilatéralisme et systématiquement refusé de considérer les dirigeants du Fatah comme des interlocuteurs, y compris lors du « retrait unilatéral de Gaza ». Ce n'est donc pas la victoire du Hamas qui met fin au processus négocié, mais le refus déclaré du gouvernement israélien de continuer le processus d'Oslo.

Désinformation

Autre composante de la campagne de mystification, ouvertement raciste cette fois, la description du Hamas comme un courant « fanatique » et irrationnel, pour lequel la violence serait un but en soi et la mort des Juifs un devoir sacré. Le Hamas est un mouvement islamiste intégriste, guidé par une certaine lecture de l'islam, développant un projet de société où il ne ferait pas bon vivre pour quiconque est épris de liberté et d'égalité. Il prône, en outre, la destruction de l'État d'Israël et la constitution d'une république islamiste sur l'ensemble du monde où la culture musulmane est majoritaire. Pour les hommes et les femmes de Palestine, la victoire du Hamas est une terrible défaite de la lutte pour un État laïque et démocratique.

En fait, le Hamas n'est pas différent de nombreux partis intégristes israéliens, dont le projet de société est assez proche de celui du Hamas, et de certains partis israéliens d'extrême droite qui s'opposent farouchement à l'autodétermination des Palestiniens, appelant à leur expulsion et à leur dispersion à travers le monde arabe. Ces partis ont appartenu à divers gouvernements israéliens, y compris celui de Yitzhak Rabin. Et cela n'a provoqué ni le boycott d'Israël, ni la rupture de l'accord d'association entre Israël et l'Union européenne.

Cela dit, contrairement aux images racistes propagées par les médias israéliens et internationaux, le Hamas est un mouvement politique extrêmement rationnel et pragmatique. À long terme, l'islamisation du monde arabe est son objectif, y compris, pour l'instant, par la disparition d'Israël. Il est toutefois prêt à accepter un cadre de coexistence avec l'État sioniste, à négocier avec ses dirigeants et à respecter les accords signés par l'OLP. Il l'a clairement exprimé dès qu'il accepta de prendre part au jeu démocratique et de revendiquer le pouvoir.

L'acceptation d'une trêve à long terme avec Israël, bien que ce dernier ait pour sa part refusé toute interruption de sa guerre de « pacification », prouve que le mouvement islamiste sait être pragmatique. Le respect scrupuleux de ladite

trêve, en dépit des innombrables provocations israéliennes, montre d'ailleurs qu'il s'agit d'une force extrêmement disciplinée.

Trois décisions récentes de la direction du Hamas montre la voie qu'il entend suivre. D'abord, il a accepté la prééminence de l'OLP (toujours dirigée par le Fatah) sur l'Autorité palestinienne, ce qui laisse à Mahmoud Abbas une grande marge de manœuvre dans la poursuite d'un éventuel processus négocié... si Israël décidait de mettre fin à sa politique de sabotage. Ensuite, il a appelé à un gouvernement d'union nationale avec le Fatah, au sein duquel les portefeuilles les plus importants seraient aux mains d'experts et de technocrates, les dirigeants du Hamas y étant de fait minoritaires. Enfin, il a annoncé dissolution de ses propres milices dans des forces armées nationales palestiniennes. On est donc loin d'un projet de « guerre sainte »...

La balle est à présent dans le camp du Fatah : répondra-t-il aux appels à l'union du Hamas ? Acceptera-t-il de renoncer au monopole du pouvoir, en particulier sur les finances et les forces armées officielles ? En fait, la formation d'Abou Mazen est profondément divisée face aux nouveaux enjeux, et les risques de confrontation entre tendances rivales sont tout à fait réels.

L'urgence de l'heure

Des tensions similaires menacent également le mouvement de solidarité internationale, avec le risque de voir poindre des tendances à réduire une solidarité plus nécessaire que jamais après le « mauvais vote » des Palestiniens. Or, la tâche centrale est aujourd'hui de combattre avec vigueur le chantage exercé par certains gouvernements et dirigeants de l'Union européenne : les Palestiniens ont besoin du soutien international, les Palestiniens ont droit au soutien international, indépendamment du choix démocratique qui a été le leur.

Se dérober à cette action reviendrait à confirmer l'horrible discours défendu par le gouvernement israélien depuis près de six ans. Selon ce discours, le peuple palestinien prouve qu'il est un peuple terroriste et, en conséquence, qu'il a perdu tous ses droits...

De Jérusalem, Michel Warschawski

Source : Rouge, 2/02/06